

Les dangers de la DIVISION de Jérusalem

L'état des lieux

Nadav Shragai

Directeur de recherches au Jerusalem Center for Public Affairs, spécialiste du conflit autour de Jérusalem. Journaliste et commentateur du journal *Ha Aaretz* de 1983 à 2009, Nadav Shragai est aujourd'hui rédacteur et commentateur pour le quotidien *Israël Ha Yom*. Parmi ses ouvrages et ses rapports, *Le mont de la discorde, le combat pour le Mont du Temple, juifs et musulmans, religions et politique* (1995), *A la croisée des chemins, l'histoire du tombeau de Rachel* (2005), *Le danger de la partition de Jérusalem* (2008), *Aménagement, démographie et géopolitique à Jérusalem* (2010).

Il y a environ 14 ans, j'accompagnai un groupe d'étudiants en archéologie de l'université Bar Ilan dans la vallée du Cédron à Jérusalem afin d'essayer de sauver un peu du passé juif et des antiquités que le Waqf avait déposés là-bas avec des tonnes de terre à la suite d'excavations sur le Mont du Temple. Je me souviens qu'alors, le directeur de l'Autorité des antiquités israélienne, dont le rôle officiel l'empêchait d'agir sur le Mont du Temple, avait évoqué "un crime archéologique" et que le conseiller juridique du gouvernement de l'époque, Elyakim Rubinstein avait qualifié les agissements du Waqf "de coup de pied dans l'histoire du peuple juif". Mais je me rappelle tout particulièrement que, lors de cette visite, un imposant repré-

sentant du Waqf s'était soudain dressé du haut d'un monticule de terre que les musulmans avaient charriée depuis le Mont du Temple en nous criant avec une grande mais très authentique colère : "vous n'avez rien à chercher ici. Tout est musulman". Il ajouta : "nous vous chasserons d'ici comme nous avons chassé les Croisés".

Cet évènement est gravé dans ma mémoire car il porte en lui-même les arènes dans lesquelles le conflit autour de Jérusalem s'est déroulé ces dernières années : ce que l'on perçoit et la réalité qui s'en nourrit.

En tant que journaliste et chercheur dévouant ses travaux à la question de Jérusalem depuis 30 ans je me concentrerai sur la réalité physique contemporaine, les faits accomplis que chaque partie au conflit autour de Jérusalem a créés dans la ville. J'analyserai ensuite sur les conséquences fâcheuses qui découleraient d'un partage de la ville. Mais pour commencer je consacrerai quelques mots à la façon dont on perçoit les choses.

La perception des faits par les Juifs et les Musulmans

Je ne suis pas un observateur lointain, moi aussi ma perception est « viciée », en tant que Juif et habitant de Jérusalem. Mais je m'en tiendrai aux faits historiques. Sans Jérusalem, le droit du peuple juif sur la terre d'Israël est à 100%. Invalide. Mon grand-père, Shlomo Zalman Shragai, qui fut le premier maire juif élu de Jérusalem après l'indépendance du pays, avait coutume de décrire le lien du peuple juif avec Jérusalem comme la relation d'un fils unique avec sa mère. Menahem Begin avait l'habitude de dire que ce n'est pas le peuple d'Israël qui a gardé Jérusalem, mais, bien davantage, la ville qui a gardé le peuple juif. De fait, au cours des 2000 dernières années, depuis la destruction du Second Temple, Jérusalem a véritablement défini l'identité juive et constitué le ciment du peuple juif dispersé. Jérusalem a incarné l'idéal de justice qui est en arrière-plan de la revendication du peuple juif sur la Terre d'Israël. La sainteté de la ville et le souvenir de sa splendeur étaient entremêlés dans presque chaque fête et cérémonie religieuse des Juifs dispersés de par le monde : le matin, l'après-midi et le soir, à l'office de *sha'harit*, de *minha* et d'*arvit*, dans les moments de joie et dans les périodes de deuil. L'auteur de la "*Tikva*", Naftali Hertz Imber a exprimé cette nostalgie des générations pour Jérusalem et dans les neuf couplets du chant original, la ville est rappelée huit fois. Lorsqu'il reçut le prix Nobel, l'écrivain Shaï Agnon déclara qu'en dépit de la catastrophe historique de la destruction de Jérusalem il naquit dans une petite ville de la Diaspora, il s'était toujours considéré comme étant né à Jérusalem. Des générations de Juifs ont rêvé, chanté, prié et se sont languis de Jérusalem.

Voilà rapidement, comment la conscience juive perçoit Jérusalem.

Dans la conscience musulmane, le statut de la ville s'est fixé seulement au 8^{ème} siècle de l'ère courante, environ 700 ans après la destruction du Second Temple et environ 1800 ans après la construction du Premier Temple par le roi Salomon. Ce n'est qu'au 7^{ème} siècle que la mosquée Al Aqsa et le Dôme du Rocher ont été érigés à l'initiative et avec le soutien des califes Oméyyades. Ces deux bâtiments magnifiques constituaient une partie d'un ensemble d'efforts destinées à transformer la ville en centre politico-religieux. Parallèlement, des traditions de louanges de Jérusalem ont été forgées et répandues. Selon la soura 17, verset 1 du Coran, la tradition principale raconte les voyages nocturnes du prophète Mohamed de la Mecque à la mosquée "extrême"¹ et sa montée au ciel. Des traditions plus récentes ont identifié la mosquée "extrême", supposée destination du prophète, chevauchant une monture surnaturelle El Bouraq cette fameuse nuit, comme étant la mosquée Al Aqsa située à Jérusalem.

Voilà rapidement, ce que représente Jérusalem dans la conscience musulmane. Contrairement à la relation juive continue au lien permanent que les Juifs entretiennent avec Jérusalem, par le passé, la ville n'a presque rempli aucun rôle dans la vie politique et culturelle des arabes. Damas, Bagdad, le Caire oui. Jérusalem, non. Au fil du temps, Jérusalem n'a été la capitale d'aucun peuple hormis les Juifs. Ce n'est que lorsque la ville est tombée entre les mains de maîtres non musulmans, qu'il s'agisse des Croisés chrétiens au début du premier millénaire ou des Juifs à la fin de celui-ci, que les musulmans ont propulsé Jérusalem du statut de symbole religieux, d'importance secondaire, à celui de symbole national religieux de première importance.

L'Etat d'Israël a pris en grande considération les sentiments musulmans envers Jérusalem. Israël, en renonçant à exercer son droit à laisser les Juifs prier sur le Mont du Temple, qui est comme on le sait l'endroit le plus saint du judaïsme et seulement le troisième par ordre d'importance – après la Mecque et Médine – pour la religion musulmane, a effectué la plus grande renonciation d'une religion envers une autre jamais faite. Par comparaison, les Musulmans ont considéré avec beaucoup de dédain le sentiment juif envers Jérusalem et n'ont jamais su apprécier la renonciation incroyable de l'Etat des juifs sur le Mont du Temple. Au fil du temps, ils ont abusé du geste israélien. Ils ont endommagé le caractère antique du Mont, en violation de la loi, ils ont estompé et effacé les restes du passé juif et les traces des autres époques. Ils ont inauguré, sans autorisation, deux mosquées souterraines neuves : Al Aqsa l'ancienne sous la mosquée Al Aqsa bien connue et Ourvat Shlomo dans le coin sud-est du Mont du Temple. Ces dernières années, ils ont nié l'existence du Temple juif, et l'ont surnommé "Al Mezaoum" ce qui signifie "le prétentieux" ou "le trompeur". Ils débitent de fausses accusations contre Israël et accusent ses institutions de comploter pour

faire s'écrouler la mosquée Al Aqsa afin de construire à sa place le Troisième Temple. En outre, ils réécrivent l'histoire, font précéder l'époque des juifs à Jérusalem par la leur. Le nouveau narratif musulman considère que la mosquée Al Aqsa a été construite par Abraham il y a 4000 ans. Ils nient même le lien juif à la ville et à sa sainteté. Ceci est en contradiction avec les apports de la recherche moderne et avec ce qui était écrit dans les livres musulmans eux-mêmes pendant des centaines d'années.

Les zones de conflit

Ces quelques phrases sur la perception juive et musulmane de Jérusalem constituent un court examen d'entrée obligatoire avant de descendre sur le terrain. Sur le Mont du Temple, dont les Juifs comme les musulmans nourrissent leur conception de Jérusalem, les Palestiniens n'ont eu de cesse d'obtenir gain de cause. La propriété d'Israël sur le Mont du Temple est dans une grande mesure virtuelle. Le Mont du Temple n'est pas à nous. Les lois israéliennes d'aménagement, de construction et celles relatives aux antiquités n'y sont pas appliquées. Toutes les actions significatives en son sein sont coordonnées aujourd'hui avec la Jordanie. Par comparaison, Israël a réussi à faire du Mur occidental le lieu principal de prière pour le peuple juif du pays et de la diaspora, dédiant pour cela une esplanade de grande dimension à ses pieds. Israël a même mis à nu ses couches inférieures sur toute sa longueur de 488 mètres, soit bien au-delà des 57 mètres qui s'élèvent au-dessus de l'espace découvert. Ce « match nul » dans le domaine des lieux saints est confortable pour Israël. Il est rendu possible car il est imposé, informel et non écrit. Les musulmans ne renonceront jamais au Mur occidental. Les Juifs ne renonceront jamais au Mont du Temple.

Le grand combat se déroule sur une surface de 710 000 mètres carrés qu'Israël a annexée à Jérusalem quand les deux parties, l'israélienne et la jordanienne, de la ville ont été réunifiées il y a 44 ans. Nous n'allons pas esquisser ici les processus dans leur intégralité et nous nous concentrerons uniquement sur le résultat. Actuellement on peut diviser ces 710 000 mètres carrés en trois zones.

La **première zone** de quelques dizaines de milliers de mètres carrés se trouve principalement dans le nord de la ville. Cette zone en a été en fait exclue après l'édification par Israël de la barrière de sécurité, destinée à endiguer la vague terroriste très dure du début des années 2000, dans le périmètre municipal de Jérusalem. *De facto*, des endroits, comme le camp de réfugiés de Shouafat et kfar Ekev, principalement au nord de Jérusalem, ont été sortis du périmètre municipal. Dans cette zone qui est formellement sous souveraineté israélienne, la police

palestinienne et d'autres éléments de l'exécutif palestinien exercent une autorité de fait, en accord avec l'Etat d'Israël.

La **deuxième zone**, qui était inhabitée en 1967, s'étend sur 300 000 mètres carrés et est habitée depuis les 44 dernières années par environ 200 000 juifs résidant dans 11 grands quartiers. Le monde entier y voit peut-être des "colonies" mais selon les critères israéliens ce sont de petites villes dont la superficie moyenne est en moyenne 10 fois supérieure à la superficie moyenne d'une implantation de Judée-Samarie. Ils sont devenus un élément indissociable de la structure urbaine de la Jérusalem juive.

La **troisième zone** d'environ 350 000 mètres carrés est peuplée d'approximativement 270 000 arabes et contient quelques petits îlots juifs, de minuscules points de peuplement fondés principalement par des militants dont l'objectif clairement affirmé est d'éviter la partition de la ville. La plupart de ces îlots sont des lieux chargés d'histoire pour le peuple juif, comme la Cité de David près de Silwan ou les avant-postes près du tombeau de Shimon le Juste, le Mont des Oliviers ou la Vieille ville de Jérusalem. Dans cette zone, Israël a établi une présence institutionnelle impressionnante : il a restauré et agrandi l'Université hébraïque et l'hôpital Hadassa Har Tsofim qui furent séparés de Jérusalem en 1948 ainsi que le cimetière du Mont des Oliviers. Il a construit le quartier des ministères à Sheikh Jerrah, il a créé une enfilade de jardins publics, de routes, d'hôtels, d'institutions publiques mais s'est abstenu de construire des immeubles d'habitation pour les Juifs dans ces zones avec une exception : le quartier juif de la Vieille ville détruit en 1948 et restauré après 1967. Ses habitants juifs constituent actuellement moins de 10 % de la population de la Vieille ville.

La croissance de la souveraineté palestinienne à Jérusalem

Les Palestiniens imposent également leur réalité. Depuis 1967, la population juive a crû de 150 % quand dans le même temps la population arabe a augmenté de 291%. La raison de ce fossé énorme est double. Le taux de natalité élevé chez les arabes et le grand nombre de Juifs, environ 18 000 chaque année, qui quitte Jérusalem pour deux raisons principales : le manque de logements et le manque d'emploi.

L'équilibre démographique global entre Juifs et Arabes dans tout Jérusalem penche en faveur de la partie juive mais avec les années la majorité juive va en s'amenuisant. Il y a 44 ans, les Juifs représentaient 74% à Jérusalem mais ils ne sont aujourd'hui que 65% alors que les Arabes constituaient seulement 26% de la population à l'époque, ils en représentent actuellement 35%. Cette tendance démographique devrait, selon les prévisions, l'emporter mais les constructions d'appartements pour les Juifs ont presque totalement cessé, soit du fait des

pressions du gouvernement américain, soit du fait des pressions de toutes sortes d'organisations "vertes". En parallèle, les Arabes construisent. Depuis 1967 ils ont certes construit moins, en chiffres absolus, que les Juifs mais le taux de croissance en *nombre* de maisons est plus élevé de façon significative que le taux de croissance en nombre des maisons construites par les Juifs : 233% dans le secteur arabe contre 166% dans le secteur juif.

La majorité de la construction d'habitations dans le secteur arabe à Jérusalem depuis 1967 est illégale, c'est devenu la norme dans le secteur est de la ville. Les Arabes ne sont pas les seuls coupables. La construction illégale est une construction de la misère mais également de résistance. Une grande partie était méthodique, organisée, rapide et destinée à clôturer les espaces et à empêcher des programmes de construction juifs. Dans la majeure partie des cas, ils ont réussi. Aujourd'hui, les Palestiniens ne sont pas loin d'avoir interrompu la continuité prévue entre Jérusalem et Maalé Adoumim dans le secteur défini par les Accords d'Oslo comme E1, ainsi qu'entre les quartiers juifs du nord de Jérusalem et ceux du centre.

Depuis les Accords d'Oslo, non pas de façon continue mais avec une puissance renouvelée dernièrement, les Palestiniens ont grignoté la souveraineté israélienne à Jérusalem-est en mettant en place des forces de sécurité, une série d'institutions civiles et gouvernementales ayant directement ou indirectement un lien avec l'OLP ou avec l'Autorité palestinienne dans plusieurs domaines de la vie quotidienne. Six responsables du Renseignement et de la Sécurité palestiniens étaient en fonction à Jérusalem. Le plus actif était le service de contre-espionnage de Jibril Rajoub mais il faut également évoquer les Renseignements généraux palestiniens dirigés par Toufik Tirawi.

Pendant des années, ces forces de sécurité ont empêché les Arabes de Jérusalem-est de participer aux élections pour le conseil municipal de la ville, ont fait régner la terreur, ont frappé les gens, ont fait fermer les boutiques, ont remplacé par la force les muftis nommés par la Jordanie sur le Mont du Temple par leurs propres mufti. Ils ont investi de l'argent et de grands moyens dans l'édification d'un réseau de collaborateurs dont l'objectif principal était d'empêcher les transactions immobilières destinées à transférer des terrains à des Juifs. Le point d'orgue des opérations contre les vendeurs de terrains fut l'assassinat de plusieurs d'entre eux. Les hommes des services de sécurité palestiniens convoquaient des habitants de Jérusalem-est pour enquêtes et interrogatoires. Parfois, les gens étaient torturés, parfois ils demeuraient emprisonnés pendant de longues semaines. "Les comités de pacification" organes de compromis et de conciliation sont devenus une partie de la vie de Jérusalem-est. Pendant des années, l'Orient House a fonctionné à Jérusalem, les Palestiniens y menaient

une activité politique étendue jusqu'à ce que le premier gouvernement Netanyahu la ferme.

Un élément supplémentaire de l'activité palestinienne nationale dans le cadre du combat pour Jérusalem concerne les propriétés abandonnées en 1948 à Jérusalem-ouest. Les Palestiniens ont préparé une liste de 7000 bâtiments et de terrains habités déjà depuis des dizaines d'années par des Juifs, propriétés qu'ils entendent réclamer pendant les négociations. L'Autorité palestinienne a déjà encouragé des fondations richement dotées dont le rôle est de transférer et de laisser autant de biens immobiliers et de terres que possible dans les mains palestiniennes, notamment dans l'enceinte de la Vieille ville. Au plus fort de l'activisme palestinien à Jérusalem-est, cette partie de la ville s'est rapprochée de la réalité d'un quasi-partage de la souveraineté. Ces dernières années, l'activisme a décliné mais depuis les 24 derniers mois il connaît à nouveau une phase ascendante.

Les dirigeants officiels des deux peuples ont souligné l'objectif et les moyens. David Ben Gourion déclara après la guerre des six jours qu'il fallait faire venir des milliers de Juifs à Jérusalem-est, les y installer, si nécessaire dans des baraquements. A de nombreux points de vue, son rêve s'est réalisé. Le peuplement israélien de Jérusalem unifiée est considéré comme un réel retour à Sion et sa nature politique est clairement affichée. Le principe qui le conduisit était de faire résider autant de Juifs que possible sur autant de terrains que possible à condition toutefois qu'ils soient vides d'Arabes. L'objectif national fixé était de conserver un rapport démographique raisonnable entre les populations arabes et juives. Il s'agissait aussi de conférer le statut de capitale de l'Etat d'Israël à la ville. Face à cela, l'OLP et l'Autorité palestinienne ont intrigué pour la différenciation de Jérusalem-est avec pour but clairement affiché d'en faire la capitale du futur Etat palestinien. La première intifada à Jérusalem et la seconde, pendant laquelle le Hamas et l'Autorité palestinienne ont collaboré, ont créé en ville, de façon temporaire, une géographie de la peur qui pendant quelques années a, de facto, divisé la ville. Les Juifs et les Arabes ne fréquentaient que leurs fiefs respectifs au cours de ces années.

Si du côté israélien nous avons rappelé les paroles de Ben Gourion au sujet de la construction, il convient donc de mentionner du côté palestinien, les mots de Fayçal Husseini, le dernier dirigeant des Arabes de Jérusalem-est qui décrivit ainsi les finalités de la construction : "la construction, y compris sans autorisation est l'action palestinienne la plus importante". Il importe d'évoquer le même Husseini qui disait, en juin 2001, peu de temps avant son décès, au sujet du processus de pourparlers avec Israël qu'il s'agissait uniquement d'une tactique et d'un tremplin. Husseini rappela alors le cheval de bois géant

que l'armée grecque fit pénétrer à l'intérieur de Troie, qu'elle assiégeait sans succès et conseillait à ses amis : "ne perdez pas du temps et de l'énergie dans des discussions pour savoir si ce cheval était bon tant que vous êtes à l'intérieur. Au moyen de ce cheval, vous avez pénétré à l'intérieur des murailles" (Fayçal Hussein à Chefik Ahmed, journaliste à *Al Arabi*, hebdomadaire égyptien nassériste du 24 janvier 2001).

La politique israélienne et les dangers concrets de la partition

La politique officielle d'Israël a pris, comme l'on sait, un virage complet pendant la conférence de Camp David en 2000. Du refus complet d'évoquer Jérusalem, sans même parler de sa partition, Ehoud Barak est devenu le premier Premier ministre israélien, Olmert étant le second, à donner son accord à la division de Jérusalem, de la Vieille ville et du Mont du Temple. Ils firent cela sans avoir reçu un mandat des électeurs israéliens et, à mon avis, en contradiction avec la volonté de la majorité du peuple juif en Israël et en diaspora.

Dans ma conception des choses, la partition de Jérusalem est inadmissible du point de vue juif, moral, religieux, historique mais je n'entrerai pas ici dans ces considérations.

Je vais consacrer mon propos à partir d'ici aux dangers *concrets* de la partition et tenter de vous décrire le jour d'après : à quoi ressemblera Jérusalem après la division. Ces propos ont été largement diffusés dans une enquête que j'ai publiée dans le cadre du Jerusalem Center for Public Affairs (JCPA). J'indiquerai ici très brièvement l'essence des choses avec quatre paramètres principaux : sécurité, démographie, lieux saints et tissu urbain.

Au niveau pratique, mon argument principal contre les partisans de la partition du côté israélien est que de fait leur façon de voir les choses – la paix sans Jérusalem ou sans la moitié de Jérusalem – n'est ni profitable ni utile, ne fera que causer un dégât immense, une perte et constituera une source de danger. Mieux vaut être sans solution, mieux vaut que le conflit se poursuive, de ce point de vue. Il est préférable de continuer à vivre avec le problème car tenter de le résoudre par la partition ne lui donnera que plus de vigueur, éloignera la paix au lieu de la rapprocher. Nous, en Israël, continuons à souffrir jusqu'à aujourd'hui des accords d'Oslo, qui tentèrent de résoudre les problèmes et n'ont fait que les renforcer et les aggraver.

Nous ne présenterons pas ici les cartes de la partition. Nous rappellerons uniquement leurs paramètres connus et principaux : les lieux dans lesquels vivent actuellement des Juifs demeureront dans les mains de l'Etat d'Israël. Les lieux dans lesquels vivent aujourd'hui des Palestiniens seraient transférés à l'Etat palestinien. La Vieille ville et une partie du "bassin saint"² qui l'entoure,

y compris le Mont du Temple, deviendraient des zones relevant d'un régime spécifique, sans doute commun, dont la nature n'est pas encore claire. Ce qui est parfaitement clair en revanche, c'est que la souveraineté israélienne et son autorité sur cette zone seront très affaiblies.

En ce qui concerne le profil du partage, il faut tout d'abord prendre en considération qu'après la partition, environ 270 000 Juifs résideront dans des quartiers frontaliers. Le long des presque 46 kilomètres de la ligne de partage, à une distance de centaines ou de dizaines de mètres les uns des autres, car ce sont les distances entre les maisons juives et arabes, des dizaines de quartiers et de pâtés de maisons juifs et palestiniens se retrouveront face à face, à portée des armes légères, des pierres ou des cocktails Molotov (à Jérusalem, il n'y a pas besoin ni de roquettes Qassam, ni de mortiers).

Plusieurs exemples permettent de rendre intelligible la situation : Beit Hanina et Pisgat Zeev nord, Shouafam et Pisgat Zeev-ouest, Issawi en face de l'hôpital et de l'Université hébraïque de Har Tsofim, Beit Tsefafa en face de Talpiot etc. Je ne sais pas si ces noms vous parlent mais si vous regardez une carte ou si vous allez sur le terrain vous serez convaincus de la réalité – les maisons se touchent réellement.

Vous rétorquerez peut-être : ces quartiers sont en effet censés être transférés aux Palestiniens en cas d'accord ?

De fait, du point de vue d'Israël ce n'est pas une garantie en matière de sécurité. Nous voyons de nos propres yeux ces jours-ci le nouveau Proche-Orient, secoué de ci de là. Mais même sans ces secousses, nous avons une expérience amère avec les Palestiniens en matière de respects des accords, en particulier dans le domaine sécuritaire et surtout à Jérusalem.

Au niveau sécuritaire, l'hypothèse selon laquelle, même après un accord, les Palestiniens trouveront des raisons et des motifs pour continuer à frapper les juifs de Jérusalem est très plausible.

Des éléments extrémistes, des opposants subversifs, des militants islamistes jusqu'au-boutistes comme le Hamas, le Djihad islamiste, indiquent dès aujourd'hui que l'accord de partition de Jérusalem ne leur sied pas et qu'ils poursuivront leurs tentatives pour nous atteindre. Ils ont déjà accès aux armes et en auront encore plus après la partition. La tentation sera grande pour eux : une ville divisée. Des quartiers juifs à portée de main, à une distance zéro : à la tentation s'ajoute la motivation.

Il faut se souvenir que selon des sondages organisés sans arrêt par les Palestiniens eux-mêmes, une partie immense de la masse palestinienne en Judée-Samarie ne renonce pas au Mont du Temple, ni à sa partition, ne cède pas l'intégralité du Mur occidental (seuls 57% d'entre eux sont prêts dans leur grande

bonté à le donner au peuple juif et à Israël). Contrairement à ce qu'Al Jazira a publié, nombreux sont ceux qui ne renoncent pas aux quartiers juifs construits par Israël après la guerre des Six jours, dans lesquels vivent actuellement 200 000 juifs. Ce sont les faits qui l'emportent parmi *leur population*, par exemple dans les sondages organisés par le côté palestinien de l'Initiative de Genève. Une partie *d'entre eux*, nous l'avons relevé, ne renonce pas non plus à ce qu'ils appellent le droit au retour à Jérusalem. De leur point de vue, il n'y a pas une moitié de Jérusalem mais toute la ville.

Est-ce que l'autorité palestinienne est capable, à la volonté et la possibilité d'empêcher des incidents violents le long de la ligne de partage qu'ont imaginé ces responsables ? Israël a-t-il le droit de prendre sur lui ce type de mise en danger à Jérusalem ?

Nous avons à Jérusalem une expérience amère et difficile. Il y a quelques années pas si lointaines, nous avons transmis, dans le cadre d'un accord, Beit Jala, qui touche le quartier de Guilo, à l'Autorité palestinienne. Le résultat : des tirs à l'arme légère et à la mitrailleuse jour et nuit pendant des années vers Guilo. L'Autorité palestinienne non seulement ne faisait rien pour freiner cela mais à certains moments précis y a même participé de façon indirecte,

On se souvient que les Israéliens étaient alors impuissants et la vie des habitants de Guilo se transforma en cauchemar exactement comme dans la ville méridionale de Sdérot il y a deux ans. Nous discutons : "jusqu'ou protéger ? Si on protège ? Faut-il protéger ? Est-il possible et permis d'agir alors qu'en face il y a une population civile, chrétienne, qui plus est ?" Les résidents de Guilo d'alors comme ceux de Sdérot il y a deux ans voulaient partir mais ne savaient ni comment ni vers quelle destination.

Faites un peu marcher votre imagination, prenez l'histoire de Guilo et Beit Jala, reproduisez-la à des dizaines d'exemplaires et répartissez-la le long de la ligne de partage que l'on a tentée de nous mitonner. Vous avez un potentiel de dizaines de points de confrontation et de friction à partir desquels il devient facile et pratique d'atteindre les habitants des quartiers juifs, parfois de fenêtre à fenêtre. Quant au degré de motivation des Palestiniens pour nous faire du mal, si nous l'analysons à la base, et ici nous ne l'avons fait que rapidement, non seulement il n'est pas bas mais dans des situations et des scénarios donnés il devient même plausible.

A l'épreuve des faits, dans tous les endroits de la Cisjordanie et de Jérusalem où Tsahal et Israël sont présents et ont garanti un accès aux renseignements, les attentats sont peu nombreux. Dans tous les endroits évacués par Tsahal et Israël où leur accès aux renseignements est faible ou même a disparu, les attentats se multiplient. L'exemple classique c'est Bethléem, proche du sud de Jérusalem.

salem dans laquelle Tsahal entre et dont il sort sans fin. Il y a une correspondance *presque totale* entre le nombre d'attaques terroristes que Bethléem exportait vers Israël quand ce dernier ne s'y trouvait pas avec le nombre d'attentats à Jérusalem déjoués quand Israël y était présent.

A Jérusalem-est cela peut être encore plus grave car tout y est proche, entremêlé, enchevêtré. Celui qui s'empresse de transférer, de se *débarrasser* des quartiers "*extrêmes*" – c'est l'expression habituelle des partisans de la partition – doit comprendre que toute "*extrémité*" arabe touche l'"extrémité" d'un quartier juif. A Neve Yaacov, à Guivat Tsarfatit, à l'université, à l'hôpital Hadassa Har Tsofim, à Har Homa, au centre commercial Malha. Même le Mont du Temple est "l'extrémité" du Mur occidental, non?

La *démographie* – la démographie ou le rapport numérique entre les Juifs et les Arabes à Jérusalem est semble-t-il une des raisons centrales et si ce n'est la principale, en fonction de laquelle ses défenseurs en Israël font découler la nécessité de la partition. Car que disent les démographes israéliens ? Pour améliorer notre situation démographique déplorable dans cette ville, où la majorité juive va en diminuant, il faut se *séparer* des quartiers arabes, les *exclure* de Jérusalem et alors une majorité juive reviendra possible et croîtra tout à la fois.

L'irréalisme de la politique de partition

Au delà du fait qu'il y a là une forme de fuite et non de lutte – et il y a des moyens de lutte – je vais tenter d'éclairer deux points importants.

Le premier : nous avons déjà eu une partition de Jérusalem. La ville a déjà été *divisée* une fois en 1948. Des dizaines de quartiers sont alors devenus frontaliers de la Jordanie avec conséquence que 25 % de la population juive de Jérusalem la quitta. *Un quart des Juifs de la ville !*

Lorsqu'on discutait, et je l'ai fait alors, et même si on discute aujourd'hui encore, avec les habitants ou avec les dirigeants des centres culturels des quartiers qui étaient voués il y a 11 ans, en 2000, à devenir frontaliers, au moment où Ehoud Barak divisa presque Jérusalem, on peut estimer sans difficulté qu'un phénomène semblable se déroulera également après une nouvelle division. Des quartiers frontaliers, menacés et même victimes d'attentats et de vols, des quartiers où la valeur des appartements diminue et la population, ou tout au moins une grande partie, s'en va, non pas vers un autre endroit de Jérusalem, car il n'y a pas de logement, mais quitte la ville.

Alors où se situe ici le gain démographique ?

Le second point lié de façon étroite à l'humeur et aux préférences des **habitants palestiniens de Jérusalem-est**. Un grand nombre d'entre eux, et la chose a reçu une expression dans le dernier sondage organisé par le centre américain

Pitcher, disent explicitement, *qu'en cas de division*, ils déménageront du côté israélien. Ce n'est évidemment pas par conviction sioniste. C'est par amour de la bonne vie, des allocations des Assurances sociales, de vieillesse, d'invalidité, du service des hôpitaux, du sentiment de sécurité, de la démocratie israélienne, de la liberté d'expression, de l'accès aux lieux de travail. En bref, tous les droits qui *découlent* des cartes de résident qu'ils possèdent. Par ailleurs, leur peur est immense et grande est leur répugnance envers le pouvoir de l'Autorité palestinienne qui non seulement ne fournit rien de tout cela mais en plus est, à leurs yeux, corrompu, oppressif et anti-démocratique.

Je citerai seulement quelques lignes de Bassam Aïd, un Palestinien habitant le camp de réfugiés de Shouafam, activiste dans le domaine des droits de l'homme, que l'on ne peut pas soupçonner de cacher ses orientations nationalistes palestiniennes : "toute la question nationale sort lentement de la conscience de la masse, que ce soit à Gaza, en Cisjordanie et évidemment à Jérusalem. Le patriotisme est important mais le niveau de vie plus encore... Les gens de Jérusalem-est ne cherchent pas une solution mais un niveau de vie. 30 000 d'entre eux ont été *encore plus loin* que de se contenter d'une carte de résident, ils ont la citoyenneté israélienne. Si le gouvernement ouvrait demain la porte de l'accession à la citoyenneté, j'estime qu'environ 100 000 personnes se présenteraient au ministère de l'Intérieur et demanderaient la citoyenneté israélienne". Khaled Abou Toama de Jérusalem, journaliste chargé des questions arabes au *Jerusalem Post* ou Younès Awada de Ras Al Amoud et d'autres encore disent des choses semblables. Cependant, nous ne pouvons pas rapporter ici tous leurs propos.

Ce ne sont pas des mots en l'air. La meilleure preuve que les Arabes de la ville ne veulent pas de la division, c'est ce qui s'est déjà produit ces dernières années au nord de Jérusalem. Dès lors que la barrière de sécurité, qui excluait de fait de la ville des dizaines de milliers de Palestiniens détenteurs de la carte de résident bleue, fut érigée ; 70 000 Palestiniens ont déménagé du côté israélien de la barrière. Plusieurs milliers se sont aussi infiltrés dans des quartiers juifs comme Pisgat Zeev, Neve Yaacov, Guivat Tsarfatit et même en centre ville.

Par conséquent ce ne serait pas irréaliste d'évaluer qu'une division supplémentaire, cette fois plus conséquente, qui imposerait d'exclure un *plus grand nombre* de quartiers arabes de Jérusalem amènerait un *plus grand exode* mais cette foi non pas vers les quartiers arabes ou à la périphérie des quartiers juifs mais en leur sein même.

Alors où se situe ici le gain démographique?

Peut-être me direz-vous : excluons-les de force ? Par la législation ? Très compliqué. Peut-être impossible.

L'opinion des juristes, de fait les juristes du Jerusalem Institute for Israel Studies, responsable de quelques ébauches de la division de Jérusalem réalisées ces dernières années, considèrent que le statut de résident dont bénéficient aujourd'hui les habitants de Jérusalem-est empêchera Israël de freiner leur passage vers l'ouest de la ville ou vers tout autre endroit en Israël au sein des frontières de 1967.

Vous direz – nous leur retirerons peut-être la carte de résident. C'est également très compliqué, peut-être même impossible. Il y a aujourd'hui une législation internationale et même israélienne comme la loi fondamentale sur la dignité humaine et la liberté ou la loi sur la liberté du commerce et de l'industrie qui rendront cette mission impossible du point de vue juridique. C'est l'appréciation des juristes du Jerusalem Institute for Israel Studies.

Qu'allons-nous donc avoir en matière démographique ? Départ en masse des Juifs de Jérusalem comme lors de la partition de 1948 ou lors de la quasi division de 2000. En parallèle, afflux en masse vers la partie israélienne de la population palestinienne dont l'exclusion des quartiers juifs était censée nous « débarrasser ». Mais non seulement cela n'arrivera pas mais nous les verrons vraisemblablement pénétrer dans des zones d'habitation juives de Jérusalem et même d'ailleurs.

Reprendre ses marques pour Israël

De façon rapide et lapidaire : qu'arrive-t-il ou qu'est-il arrivé aux lieux saints juifs demeurés sous contrôle de l'Autorité palestinienne ou à proximité de ce régime ? Israël a été obligé de transformer le tombeau de Rachel en forteresse hideuse pour empêcher les attaques contre les milliers de personnes qui s'y rendent. A Naplouse, le tombeau de Joseph a été incendié et profané. Les synagogues du Goush Katif ont été profanées et brûlées. Des pierres ont été jetées sur des personnes priant au Mur occidental quand l'esplanade a été confiée pendant quelques heures à l'Autorité palestinienne car Israël pensait que cela apporterait une accalmie.

Dans les accords d'Oslo B figurent une liste de 23 lieux saints pour les Juifs dont l'accès est censé être libre de toute entrave. Mais ces dernières années il était impossible ou très difficile de s'y rendre.

Il convient également de rappeler la période jordanienne à Jérusalem. La Jordanie n'honora pas le paragraphe 8 des accords de cessez-le-feu qui devait permettre aux Juifs d'Israël un accès libre aux lieux saints demeurés sur son territoire. De plus, à l'époque de l'occupation jordanienne de Jérusalem, le cimetière juif du Mont des Oliviers fut profané, 40 000 pierres tombales furent déterrées ou incendiées et des synagogues de la Vieille ville furent détruites.

Les chrétiens peuvent également s'inquiéter : voyez ce qui s'est passé à Bethléem, à Beit Jala contrôlés par l'Autorité palestinienne. Comment les chrétiens s'en sont enfuis. Voyez leurs villages agricoles au Chili et en Amérique du sud. Souvenez-vous comment l'Autorité palestinienne s'est comportée avec l'église de la Nativité de Bethléem en la transformant en base de combat et en y détenant comme otages des prêtres et des chrétiens pendant l'opération Rempart menée par Israël contre le terrorisme.

Et presque pour finir, encore une fois de façon rapide, au sujet du tissu urbain de Jérusalem. Permettez-moi de citer une phrase d'une personnalité célèbre qui évoqua en son temps sa frayeur et sa crainte au sujet de la possibilité d'une partition de Jérusalem. "Sans lien avec l'idéologie, la division de Jérusalem fera que la vie y sera un enfer".

L'auteur de ces paroles est Ehoud Olmert. Il est très acceptable de parler aujourd'hui dans les cénacles médiatiques de la partition de Jérusalem *comme si elle était déjà* effective. Mais à côté des lignes de partages qui existent dans toute ville où résident des communautés différentes il y a également de nombreuses lignes de coopération et d'unité.

Il y a des indicateurs de coopération entre Juifs et Arabes. Dans le domaine académique, à l'université, les étudiants et les professeurs étudient et enseignent ensemble. Idem dans les domaines de la médecine, des affaires, de l'économie. Nous voyons des centres commerciaux fréquentés par des Juifs et des Arabes. Nous voyons la zone des garages à Wadi Joz où viennent également les Juifs. Nous voyons les parcs et les jardins publics qui servent aux enfants des deux populations. Et l'on ne parlera pas des infrastructures communes, dont la plupart ne sont pas visibles à l'œil nu, électricité, évacuation des eaux, le réseau des autobus qui sert et qu'utilisent en pratique Juifs et Arabes ou le tramway dont la première ligne desservira aussi Shouafam et Beit Hanina.

Il faut cependant dire qu'en dehors des différences de religions et de nationalités, la différence la plus saillante entre l'est et l'ouest se situe dans le domaine des infrastructures et le niveau des services. Nous voyons des écarts de milliers de pourcents par personne entre l'est et l'ouest dans presque tous les domaines possibles : les trottoirs, les routes, les jardins publics, les centres de soin pour les jeunes enfants, les cabinets médicaux, les classes, le système d'évacuation. La majorité de Jérusalem-est utilise des puits pour l'eau. Il y manque 1000 classes. C'est une preuve d'indigence du pouvoir central en Israël et je suis heureux que la municipalité de Jérusalem, sous l'autorité de Nir Barkat, ait octroyé dernièrement davantage de subventions à cette question. Se préoccuper de ces besoins comme nous le faisons pour les quartiers juifs de l'ouest, ne réduira pas notre engagement envers Jérusalem, envers la souveraineté

juive sur elle et envers son unité. Un Etat ne peut pas prétendre être souverain uniquement sur des territoires et traiter les habitants qui y vivent comme une marchandise excédentaire, c'est une faute morale et aussi une erreur tactique.

Le Mont du Temple

Pour finir, je reviendrai sur le plan des sentiments et je me reporterai au Mont du Temple, le lieu le plus saint pour le peuple juif. Ces dernières années, certains jouent avec l'idée d'y renoncer et de le transférer aux Palestiniens non seulement *de facto* mais aussi *de jure*.

Si vous me le permettez, je raconterai ici une histoire connue à propos du rabbi de Kotzk qui, une fois, reconnu sa grande faute, éclata en sanglots devant ses *hassids*. Il leur raconta comment l'orgueil le gagna lorsqu'il avait 10 ans après que le feu eut consumé la maison de sa famille, anéantissant toutes leurs possessions. Il consola sa mère en pleurs en lui assurant qu'en grandissant il écrirait un nouvel arbre généalogique, qui commencerait avec lui, à la place de celui qui avait disparu dans les flammes. Nombreux sont ceux qui aujourd'hui considèrent le Mont du Temple à la façon dont le petit Menahem Mendel (plus tard le rav de Kotzk) considéra l'arbre généalogique de sa famille. Ils estiment que l'on peut se passer du Mont du Temple et de Jérusalem et écrire de nouveau un arbre généalogique du peuple juif sans eux.

Avec tout le respect que l'on doit aux voyages de retour aux sources des Juifs au Maroc ou en Pologne, devenus à la mode ces dernières années, le véritable voyage de retour aux sources est sur le Mont du Temple : des visites de prise de conscience, d'apprentissage, de réflexion avec des cartes et des livres d'histoire, sans pancartes ni manifestations ni symboles culturels, avec des archéologues, des historiens, des rabbins, des universitaires, des enseignants, des chefs militaires dont le but est de se souvenir et de rappeler où est caché l'arbre généalogique du peuple juif à Jérusalem.

© Il est interdit de reproduire ou d'utiliser ce texte sans l'accord de son auteur.

Données de base sur Jérusalem

La population de Jérusalem

763 600 personnes

Juifs : 495 000 personnes (2/3)

Arabes : 268 000 personnes (1/3)

Depuis 1967 le pourcentage de la population juive est passé de 74% à 67%

Depuis 1967, le pourcentage de la population arabe est passé de 28% à 35%

La population de Jérusalem-est

456 300 personnes (environ 60% de tous les habitants de Jérusalem)



Yair Shapira, © Institut de Jérusalem pour la recherche sur Israël.

Arabes : 260 800 personnes (57%)

Juifs : 195 500 personnes (43%)

Croissance de la population

Entre 1967 et 2008 la population de Jérusalem a augmenté de 187%

La population juive de 150%

La population arabe de 291%

Superficie

Jérusalem est la plus grande ville d'Israël actuellement. Sa sphère de compétence s'étend sur 1 260 000 m²

Jusqu'en 1967, sa sphère de compétence s'étendait sur 381 000 m².

Après 1967, environ 700 000 m² ont été annexés à la ville à l'est, au sud et au nord des anciennes lignes de délimitation. Cette zone est aujourd'hui appelée Jérusalem-est.

En 1985, 180 000 m² ont encore été annexés à la ville dans sa partie est.

Données provenant de l'annuaire statistique annuel du Jerusalem Institute for Israel Studies (JIIS)

Traduction par Stéphanie Amar, docteur en droit et diplômée IEP Paris

notes

1. Le terme arabe signifie « extrême », mais les traductions françaises de la sourate 17 verset 1 mentionnent "El Aqsa" or comme l'indique l'auteur identifier Kitson et Al Aqsa n'est pas neutre et revient à établir un lien très fort entre Mohamed, l'islam et Jérusalem (Ndt).
2. Nous avons traduit littéralement cette expression israélienne qui désigne dans le débat public l'espace géographique comprenant la Vieille ville de Jérusalem et ses alentours immédiats (ndt).
3. Les arabes de Jérusalem ne sont pas citoyens israéliens mais des "résidents" israéliens. Ils sont détenteurs d'une carte d'identité de couleur bleue, comme les Israéliens quelque soit leur confession. Cette carte leur confère les mêmes droits qu'aux citoyens israéliens en matière sociale : ils bénéficient des prestations sociales, ont accès aux services de santé, etc. Ils peuvent entrer dans la partie ouest de la ville et sur le reste du territoire israélien. Ils votent aux élections municipales. La différence de statut entre résidents et citoyens découle du fait que les résidents ne peuvent pas voter pour les élections législatives et que la police des frontières peut limiter leur liberté de circulation en cas de besoin. (ndt avec l'aide de l'auteur).